

42 89531

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEUSES DU TIERS-MONDE

Jeanne BISILLIAT* et Michèle FIELOUX*

EDITORIAL	1
I. LES SYSTEMES TRADITIONNELS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	5
II. LES NOUVEAUX SYSTEMES DE PRODUCTION : LA CONDITION DES FEMMES SE DEGRADE	7
III. LES DIVERSES FORMES DE SALARIAT FEMININ	14
V. LES REVENUS FEMININS SONT INDISPENSABLES	22
VI. LA SANTE ET LA NUTRITION	24
EN GUISE DE CONCLUSION	29
BIBLIOGRAPHIE	29
LE PORTAGE DE L'ENFANT AU DOS : QUE FAUT-IL EN PENSER ? Docteur Paul AHOLI	30
UNE JOURNEE D'ACTIVITES DE LA FEMME AFRICAINE EN PAYS BAULE (République de Côte d'Ivoire) Docteur J.K. KOFFI	31

* Jeanne BISILLIAT — Anthropologue chargée de recherche à l'Office de Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM - France).

** Michèle FIELOUX — Sociologue chargée de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS - France).

Fonds Documentaire ORSTOM



010019769

Editorial*

1976-1985, décennie des Nations Unies pour la femme: celle-ci va bientôt prendre fin. Cela aura-t-il permis aux dirigeants, aux cadres nationaux et internationaux, aux planificateurs, de mieux connaître et de prendre conscience des conditions de vie des femmes dans les différents continents, et d'en améliorer le statut?

Ce numéro de "L'Enfant en Milieu Tropical", rédigé par une anthropologue et une sociologue ayant travaillé longuement dans le Tiers-Monde, est consacré aux travailleuses du Tiers-Monde: tour à tour y est présenté leur participation aux activités agricoles ou leur travail salarié: mères, jeunes filles, fillettes, toutes apportant leur contribution à l'économie familiale, cette économie cachée et réelle à la fois, mais sont également abordés les problèmes posés par leur état de santé et leurs nombreuses tâches quotidiennes. Que ce soit en zone rurale ou urbaine, on est loin des portraits traditionnels des femmes présentés comme ayant, certes un programme chargé, mais entourées de nombreux enfants, fières de leurs responsabilités et montrant souvent une physionomie assez heureuse.

Il est intéressant de voir que deux médecins (hommes!) se sont également intéressés, l'un au rythme de vie des femmes et l'autre à la relation mère-enfant dès les premiers mois de la vie.

Ce numéro devrait permettre à chaque lecteur d'observer et de réfléchir aux diverses activités des femmes dans leur secteur de travail, de s'interroger sur la manière d'améliorer la situation des femmes dans la vie quotidienne et de mieux définir leur place dans les projets de développement. Il est très important d'étudier ces problèmes dans chaque contexte culturel et dans l'histoire sociale de la collectivité: quelle est la place de la femme dans cette société? Quel est son "quotidien"? Quel a été son rôle et pourquoi a-t-il suivi cette évolution? Quelle a été la part de l'influence religieuse, culturelle, étrangère? Il ne faut en aucun cas effectuer cette analyse au travers d'une autre manière de penser, ni exporter des modèles: la perception des conditions de vie peut être très différente d'une culture à une autre et les chercheurs risquent d'avoir une vue éloignée des vrais problèmes journaliers. Au travers des analyses présentées dans ce numéro consacré aux travailleuses du Tiers-Monde, on peut se demander quelle est la profonde sensation ressentie par les femmes. Leur permet-on de toujours exprimer leurs réactions par rapport à leur système de vie et les encourage-t-on suffisamment à faire elles-mêmes l'analyse de leur mode de vie?

On peut peut-être se poser la question suivante: n'y a-t-il pas parfois dans le partage des tâches de la part des femmes une certaine joie à entourer leur mari, à leur exprimer, par des gestes qui peuvent paraître à la fois protecteurs et serviles, "leur amour", une manière de régner sur le système domestique pour affirmer leur existence et leur rôle indispensable? Il semble qu'il faille bien analyser certes les aspects négatifs, mais également positifs de ces systèmes culturels en essayant de voir les tâches qui peuvent revenir aux femmes et aux hommes et la complémentarité qui

* Docteur Anne-Marie MASSI-RAIMBAULT, Rédacteur de la revue. CIE. Paris.

Fonds Documentaire ORSTOM

Côte: Bx 19 769 Ex:

devrait exister. Il ne faut pas cependant oublier certaines zones urbaines où le nombre de femmes chefs de famille est en nette augmentation. Ce nouveau "type" de famille risque de changer considérablement la société et ses valeurs profondes de références. Mais tout cela doit être fait par les individus eux-mêmes, le rôle de ceux qui ont une meilleure instruction n'étant pas d'apporter des solutions, des programmes tout élaborés, mais d'être des agents mobilisateurs aidant les adultes à prendre conscience des aspects positifs et négatifs de leurs conditions de vie afin qu'ils en dégagent les besoins prioritaires et trouvent les moyens susceptibles de les améliorer.

Les solutions ne peuvent venir de l'extérieur, être imposées. Il faut saisir les besoins exprimés par les intéressées, connaître les initiatives de base visant à améliorer les conditions de vie afin de les encourager, de les renforcer en apportant une aide technique, voire financière. Les personnes plus formées jouent le rôle d'agents catalyseurs du changement et créateurs de relations. Les planificateurs s'inspireront des initiatives rencontrées pour élaborer des projets plus adaptés, les économistes devront arriver à quantifier ce travail "invisible" des femmes, cette économie souterraine.

Dans le courant de l'année 1984, un autre numéro de cette revue va être consacré à la situation sanitaire et nutritionnelle des femmes. En envisageant celle-ci, on abordera les problèmes de santé des enfants et de tout le "ménage": "le ménage" étant l'unité familiale liée par un "contrat monétaire et vivant dans un même lieu. Ce peut être aussi bien la famille nucléaire que la famille élargie. En effet, d'une part l'état de santé de la mère influe sur celui des enfants qu'elle porte ou qu'elle allaite, d'autre part, la façon dont la mère entretient et gère sa maison (hygiène, rythme de vie, etc.) et nourrit sa famille influe sur l'ensemble du ménage, sur la croissance et le développement des enfants, l'état de santé des forces productives du ménage, et a des répercussions à long terme sur l'avenir de chaque enfant de l'unité familiale en tant que futurs agents de progrès dans le pays et futurs procréateurs et parents. Les connaissances en santé et en nutrition de la maîtresse de maison influent sur chacun des membres du ménage.

ATTENTION

Nous souhaiterions que beaucoup d'entre vous collaborent à la rédaction de ce numéro en nous adressant des informations sur la situation de la femme dans différentes collectivités rurales, urbaines ou péri-urbaines et des récits d'expériences vécues ayant pour objectif d'améliorer l'état de santé et de nutrition des femmes. Ces actions peuvent se situer dans des sphères très différentes:

— actions de santé: amélioration des services de santé (organisation de meilleures prestations pré et postnatales, aménagement des horaires d'ouverture des centres de santé pour permettre aux travailleuses de profiter des activités préventives), information et formation, augmentation de la consommation alimentaire des femmes, diminution des risques infectieux par l'amélioration de l'hygiène domestique, etc;

— actions visant à alléger ou à épargner du travail aux femmes, à économiser leur énergie, à leur faire gagner du temps qui pourrait être mieux utilisé (loisirs, éducation, repos, etc.): développement de certaines technologies domestiques (moulin pour mouler le grain, presse, égréneuse, meilleure accessibilité aux points d'eau), accès aux coopératives agricoles, mise en place de mouvements coopératifs, garderies communautaires d'enfants, fabrication artisanale de farines de sevrage, etc.;

— actions de formation en faveur des femmes afin de valoriser leur travail, d'améliorer leur participation aux différentes activités en ayant un meilleur rendement, un salaire plus élevé et une fatigue moins grande; formation artisanale, professionnelle, afin d'augmenter leurs ressources, production accrue d'aliments à niveau familial, aides ménagères pour les travaux à la maison et formation de celles-ci, etc.;

— actions ayant pour objectif une meilleure répartition des tâches entre les hommes et les femmes et une complémentarité plus efficace à partir d'une analyse réelle de l'évolution de la cellule familiale en zone d'urbanisation rapide;

— actions en faveur des adolescents et des adolescentes.

Il paraît très important dans tout récit de décrire rapidement le quotidien des femmes afin de mieux comprendre le pourquoi et les détails des améliorations apportées.

NOUS ATTENDONS VOS CONTRIBUTIONS, ECRIVEZ-NOUS VITE

I. LES SYSTÈMES TRADITIONNELS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE

Dans toutes les régions du monde, Asie, Amérique latine et Afrique, les femmes contribuent de manière fondamentale à la production des cultures de subsistance.

L'Afrique de l'ouest est la région par excellence de l'agriculture féminine. 35 millions de femmes y effectuent au moins 70% du travail agricole, sinon 80%. Ces chiffres ont été confirmés par la Commission des Nations Unies pour l'Afrique; celle-ci, en 1974, déclarait que 70% de la production agricole était entre les mains des femmes et qu'elles contribuaient pour 44% à l'approvisionnement en nourriture.

Non seulement les femmes collaborent de manière essentielle à la culture des champs du chef de famille, mais elles cultivent également, sur les terrains reçus souvent de leurs maris, outre des produits vivriers, un certain nombre de légumes: tomates, oignons, gombos, piments, etc.

Si les hommes sont toujours en charge de défrichage, du dessouchage et du labour, les femmes participent aux semailles, aux sarclages, binages et désherbages, à la récolte et à son transport, travaux demandant, dit-on, moins de force musculaire mais infiniment plus de temps. La plupart des études statistiques indiquent que les femmes consacrent plus d'heures aux travaux agricoles que les hommes.

Dans les pays où la polygamie est répandue, l'homme ayant plusieurs femmes, a accès à une plus grande surface de terre, ce qui lui permet, en utilisant la force de travail de ses femmes et de leurs enfants, de produire plus de nourriture et d'obtenir un statut plus élevé grâce à la richesse ainsi acquise.

- La complémentarité hommes-femmes existait.

L'homme doit assurer chaque jour la quantité de céréales nécessaire au repas. Quant à la femme qui a, en général, le droit de disposer de ses récoltes (stockage, vente, transformation, etc.), elle jouit d'une grande indépendance financière mais elle doit également contribuer à la nourriture familiale en fournissant les ingrédients nécessaires à la sauce (sel, huile, gombos, tomates, poisson séché, etc.) accompagnant le plat aux repas du soir, ainsi qu'à l'achat des aliments nécessaires au repas du midi.

Pendant que les hommes s'occupent du gros bétail, les femmes prennent soin du petit bétail (chèvres, moutons) et élèvent des volailles. Dans les groupes de pêcheurs, elles ont la charge de la préparation et du séchage du poisson.

Les femmes jouent un autre rôle important dans l'alimentation. Elles ont toujours été et restent les responsables de la cueillette. Même dans les sociétés primitives vivant de chasses et de cueillettes, dont on dit toujours que les hommes assureraient l'essentiel de la nourriture, il a été démontré qu'en fait les "misérables palliatifs" apportés par les femmes constituaient, et cela de manière permanente, l'essentiel du régime alimentaire quotidien. Dans les autres sociétés, elles apportaient grâce aux produits de cueillette, trois grandes catégories d'éléments nutritifs: vitamines, sels minéraux et protéines sous forme de feuilles diverses, lipides sous forme de noix et autres fruits dont elles extraient par un long travail les huiles (palme, coco, arachide) ou des beurres (karité) et protéines, sans oublier la fabrication de condiments (soumbala) à partir des fruits de certains arbres et arbustes.

La cueillette et la transformation des produits représentent également un lourd investissement en temps "non productif", comme le disent si plaisamment de nombreux économistes.

- Elles transforment les matières premières agricoles.

Enfin, quels que soient le degré et la nature de la participation des femmes à l'agriculture, elles ont toujours la maîtrise de l'ensemble des processus de transformation des matières premières agricoles en aliments consommables, et cela au niveau familial comme au niveau villageois.

Les hommes sont les maîtres des céréales, les femmes de la farine. Entre les deux produits, de longues heures consacrées aux différents pilages, au vannage, au tamisage, à la cuisson. Ceci est vrai d'ailleurs pour la plupart des autres produits alimentaires transformés. Au Bangladesh, il n'y aurait jamais de riz dans les assiettes si les femmes n'étaient pas là pour le battre, le pré-cuire, le décortiquer et le moudre.

- La femme, premier commerçant.

Elles jouent un rôle important dans le commerce local, soit sur les marchés, soit dans la cour familiale. Elles vendent non seulement les matières premières agricoles produites par elles-mêmes et parfois par leurs maris — comme c'est le cas en Amérique latine et en Afrique — mais également les produits agricoles et non agricoles qu'elles ont fabriqués (bière de mil, tortillas, riz au curry, vannerie, poterie, etc.). Le commerce est considéré comme l'une des principales sources — si faible soit-elle en réalité — des revenus féminins.

II. LES NOUVEAUX SYSTÈMES DE PRODUCTION: LA CONDITION DES FEMMES SE DÉGRADE

Les chercheurs et les animateurs qui se sont penchés sur le problème des femmes aboutissent tous aux mêmes conclusions: le colonialisme et l'importation d'un certain modèle de développement n'ont fait que dégrader la condition des femmes. Ce constat négatif est universel et s'applique avant tout à la condition économique de la femme.

Par exemple en Afrique, les administrateurs coloniaux ou les experts refusèrent de comprendre et d'accepter que de nombreuses femmes africaines assumaient un double rôle de **reproductrice** et de **productrice**.

Ils ont donc négligé la force féminine de travail alors qu'ils s'efforçaient d'introduire une agriculture moderne et de nouveaux produits commercialisables. Ce faisant, ils ont promu seulement la productivité du travail masculin. En Ouganda, en 1928, où les femmes cultivaient traditionnellement le coton, le directeur européen de l'agriculture décida que la culture du coton ne pouvait rester entre les mains des femmes et des vieillards. Dix ans plus tard, les hommes cultivaient le coton et le café, utilisant parfois de la main-d'oeuvre étrangère à l'exploitation.

L'introduction des cultures de rente a eu des répercussions différentes suivant les systèmes socio-économiques. En Amérique latine et en Asie, la constitution de grandes propriétés s'est renforcée, développant dans un premier temps le salariat agricole, puis l'exode rural. En Afrique, au contraire, la production des cultures de rente utilise les structures foncières pré-existantes, qui n'étaient pas fondées sur la propriété privée, tout en apportant des changements fondamentaux.

Distribution de la force féminine de travail
selon les secteurs (1975)

	Agriculture	Industrie	Services
Afrique	73,1	7,1	19,8
Amérique latine	17,4	18,1	64,5
Asie du sud	68,2	18,9	12,9

- Les effets du développement des cultures de rente.

La production des cultures de rente introduit une inévitable augmentation des superficies cultivées, augmentation dont les répercussions sur les femmes sont diverses:

— l'augmentation du temps de travail: elles doivent sur ces nouveaux champs effectuer les opérations culturales dont elles ont toujours eu la charge (notamment sarclage, désherbage, transport des récoltes, etc.) et cela avec les mêmes outils qu'auparavant. En effet, la mécanisation ne touche que les opérations faites par les hommes (100 charrues pour une sarcluse par exemple); si cette mécanisation atteint les opérations culturales effectuées par les femmes, ces dernières en sont automatiquement exclues au profit des hommes. De nombreux exemples existent de cette forme d'appropriation masculine;

— l'inégalité des revenus: le travail réalisé par les femmes, essentiel pour les cultures de rente, ne leur est pas rétribué puisqu'elles sont considérées avec les enfants et les adolescents comme faisant partie de la main-d'oeuvre familiale. Elles reçoivent, dans le meilleur des cas, des dons (pagnes ou une infime partie de la récolte, etc.). Une femme diola (Sénégal) travaillant sur les champs d'arachide de son mari reçoit en moyenne un panier d'arachide en coques dont la valeur est estimée à 1 000-2 000 francs CFA, soit environ le vingtième des revenus que son mari obtient par la vente de la récolte;

— la diminution des superficies cultivées par les femmes en vivrier, en légumineuses et en condiments divers: les cultures de rente occupent non seulement énormément de terres mais aussi les meilleures. Les champs de vivriers sont paradoxalement repoussés de plus en plus loin du village et sur des terres peu fertiles, ce qui contribue, avec l'absence de formation agricole des femmes, à diminuer de manière considérable la productivité des vivriers tout en augmentant le temps de travail des femmes (temps de trajet entre autres).

Une nouvelle division du travail entre hommes et femmes a été introduite avec la production des cultures de rente: celle-ci se met en place progressivement et fait apparaître une distorsion entre le travail rémunéré des hommes qui s'adonnent parfois exclusivement aux cultures commerciales, et le travail non rémunéré des femmes sur qui repose la responsabilité de la production vivrière.

Modalités de la division sexuelle du travail suivant la prépondérance de la culture de rente

Branche de production	Prépondérance du riz			Prépondérance de l'arachide		
	travail F	travail H	travail H/F	travail F	travail H	travail H/F
RIZ (culture traditionnelle)	fumure semences repiquage récolte	défrichage labour édification digues engrangement	transport	débroussage fumure entretien diguettes labours sarclage semences repiquage récolte transport	—	—
ARACHIDE (culture de rente)	semences mis en tas glanage	labour déterrage	dés herbage battage triage transport	glanage	labour binage semence récolte transport	—

Au Sénégal, en pays Diola, la culture de l'arachide, introduite en 1930, dans deux groupes pratiquant la riziculture, a provoqué une redistribution des tâches entre les producteurs hommes et femmes. Dans le premier groupe, la culture de l'arachide s'équilibre avec les cultures vivrières: hommes et femmes y travaillent de manière égale. Dans le deuxième groupe, au contraire, la culture de l'arachide est devenue prépondérante: les femmes ont l'entière responsabilité de la production du riz, culture vivrière de base.

Les temps nécessaires à l'ensemble des opérations culturales sont respectivement de 750 heures pour un hectare de riz et de 540 heures pour un hectare d'arachide. Aussi, lorsque les femmes sont les seules productrices du vivrier, elles se trouvent vite acculées à une surcharge de travail qui, à la limite, les empêche d'accomplir toutes les tâches qui leur incombent. Il arrive, d'ailleurs, qu'elles soient obligées de trouver des solutions pour résoudre ce problème, même si ces solutions ont des effets négatifs.

Au Ghana, les hommes ont abandonné la production traditionnelle des ignames pour celle du cacao, laissant aux femmes la responsabilité de la culture de l'igname tout en exigeant de recevoir les produits de cette récolte. Ce maintien du droit ancien, le long travail exigé par l'igname (notamment à cause du buttage et du tuteurage, etc.), le manque de main-d'oeuvre ont poussé les femmes à abandonner l'igname pour le manioc, culture secondaire jusqu'alors. Mais cette culture facile (le manioc se plante à n'importe quel moment de l'année et exige peu de sarclage) présente des inconvénients: épuisement rapide des sols puisqu'on ne peut la cultiver en association avec des légumineuses, teneur en protéines encore un peu plus faible, enfin abandon des légumes qui étaient cultivés autour des buttes d'ignames. En conclusion, le régime alimentaire, moins diversifié, s'est appauvri notamment en protéines végétales.

Au Sénégal, les rizières ont été délaissées par les hommes et laissées au seul soin des femmes qui ont dû abandonner l'outil traditionnel de labour manié par les hommes pour la houe à long manche permettant un travail plus facile et plus rapide. Mais cet outil présente l'inconvénient d'ameublir la terre superficiellement. Il en résulte une repousse rapide des mauvaises herbes et un long travail de désherbage. Une autre conséquence est la baisse extrêmement forte des rendements et l'apparition de périodes de soudure alimentaire plus difficile.

La dégradation de la situation alimentaire du producteur d'arachide peut être illustrée par les chiffres suivants:

- 1931-1938: 1,160 kg de riz = 1 kg d'arachides coques;
- 1970: 0,380 kg de riz = 1 kg d'arachides.

- Les femmes sont défavorisées dans l'accès aux moyens de production.

Les outils utilisés par les femmes restent les outils traditionnels. Ceux plus modernes, comme charrue, traction attelée, charrette, seuls les hommes s'en servent. Propriété de l'homme, il les prête à la rigueur à ses frères et à ses fils mais pas à ses épouses. La charrette, par exemple, ne servira pas forcément à alléger le transport du bois.

- La formation.

L'hypothèse émise par des responsables du développement a renforcé la mise à l'écart des femmes: le développement existe seulement là où le travail rapporte de

l'argent, là où le travail est localisé dans le secteur moderne. Or, les rapports travail-argent-secteur moderne sont essentiellement masculins. D'ailleurs, en 1974, le département américain du travail pouvait encore écrire: "seulement 5% des femmes travaillent en Afrique".

C'est ainsi qu'on négligea de former les agricultrices aux nouvelles techniques depuis la charrue jusqu'à l'utilisation d'engrais ou de pesticides, etc. Encore maintenant, les femmes ne reçoivent qu'exceptionnellement ce type de formation; on leur apprend plus volontiers à coudre, à broder ou à faire le ménage.

Accès aux programmes de formation
selon le sexe (Afrique)

	Hommes (%)	Femmes (%)
Agriculture	85	15
Petit élevage	80	20
Coopératives	90	10
Artisanat	50	50
Nutrition	10	90
Economie familiale	0	100

Non seulement les services de formation agricole ne s'adressent pas aux femmes mais, comble de l'absurde, des connaissances techniques sont souvent dispensées aux hommes pour les tâches exécutées en fait par les femmes: la pulvérisation du coton au Malawi, le repiquage du riz au Sénégal et le repiquage des plants de café au Kenya.

● Les coopératives et le crédit.

La création des coopératives — axées sur la commercialisation — a été liée au développement des cultures de rente, domaine des hommes, et de ce fait les femmes en ont été généralement exclues: en Ouganda, 9 coopératives gérées par les femmes, au Cameroun, le nombre de coopératives de femmes passe de 5 en 1969-1970 à 11 en 1974.

Cependant, au Nigéria et au Gabon, des femmes, depuis 1970, sont admises à faire partie de ces coopératives commerciales offrant des avantages: prix plus élevés, absence d'intermédiaires, etc. De plus, les femmes s'organisent souvent en petits groupes informels (3 000 au Kenya par exemple) pour faire du miel, de l'élevage de poules, de l'artisanat.

L'introduction de coopératives a eu souvent des effets négatifs sur la situation économique des femmes: au Kenya par exemple, la culture du pyrèthre était auparavant une source non négligeable de revenus pour les femmes. Elles vendaient les fleurs séchées et percevaient immédiatement et directement leur salaire. Actuellement, bien que la culture soit toujours sous la responsabilité des femmes, ce sont les hommes qui, étant seuls membres de la coopérative, reçoivent la rémunération du travail des femmes et ils ne leur en redistribuent qu'une infime partie. Les femmes, devant cette situation, ont travaillé de manière moins intense.

Les femmes n'ont presque jamais accès au crédit qui leur permettrait, comme aux hommes, d'acheter les engrais et insecticides nécessaires à l'amélioration de la productivité de leurs cultures. Et pourtant, quelques très rares exemples témoignent du fait que les femmes sont de meilleures "payeuses" que les hommes. Par exemple, en Sierra Leone, le taux de remboursement des crédits accordés par le département des coopératives aux groupements de femmes a été de 100% en 1976 alors qu'il était loin d'atteindre ce pourcentage pour les hommes. Enfin, la méfiance envers les femmes est telle que même ceux lançant en leur faveur des possibilités d'accès au crédit leur imposent parfois (l'USAID en Haute-Volta) un taux de remboursement légèrement supérieur au taux officiel fixé pour les hommes.

La recherche agronomique est en priorité axée sur les cultures d'exportation ou sur les cultures dont les rendements dégagent un surplus commercialisable sur le marché intérieur.

● L'émigration s'amplifie: les femmes deviennent chefs de famille.

A tous ces facteurs négatifs qui pèsent sur les conditions de vie des femmes, il ne faut pas oublier d'ajouter la très forte émigration masculine qui, dans la plupart des cas, coïncide avec le développement des cultures de rente.

Cette migration (nationale et internationale) concerne les hommes et dans certaines régions la quasi-totalité des actifs de 20 à 40 ans (Sénégal, Mali, Lesotho, Botswana, Haute-Volta, Zambie, etc.). Ils partent pour des séjours soit saisonniers, soit, le plus souvent, de longue durée pour travailler dans les industries, les grandes plantations ou encore dans le secteur tertiaire en zone urbaine.

Au Ghana, la raréfaction des terres propices à la culture du cacao jointe à la baisse des cours mondiaux vers 1950 a entraîné une forte émigration masculine.

Au Lesotho, les deux tiers des hommes travaillent dans les mines d'Afrique du sud pendant la plus grande partie de l'année: les femmes sont donc obligées de passer 10 heures par jour aux champs quand la saison du binage bat son plein.

Cette longue absence des hommes signifie que les femmes deviennent, de fait mais non de droit, chefs de famille. Sur elles reposent alors l'ensemble des responsabilités économiques liées à la survie de la famille: en moyenne 30% des familles du monde ont une femme à leur tête: au Kenya 400 000 femmes chefs de ménage; au Mali 16% des familles dépendent d'une femme; au Swaziland, dans 30% des familles, aucun homme adulte ne réside de manière permanente; au Botswana, où les hommes vont travailler dans les mines, il y a plus de femmes que d'hommes dans l'agriculture. 94% de femmes travaillent à leur propre compte.

Les revenus monétaires obtenus par les hommes ne sont que rarement redistribués aux femmes. En pays Yoruba, 1/5 des femmes de migrants ne reçoivent rien, tandis qu'au Swaziland seulement 2/3 des femmes perçoivent régulièrement de l'argent.

De façon générale, la migration masculine renforce les effets de l'introduction des cultures de rente en augmentant la durée de travail, en transformant les méthodes culturales, en introduisant des changements dans les produits cultivés, ce qui entraîne une baisse certaine du niveau de vie et du niveau nutritionnel des femmes et de leurs enfants.

Le secteur de subsistance, qui maintenant dépend des femmes, finance les coûts de maintien et de reproduction d'une force de travail utilisée dans le secteur capitaliste.

- Les revenus féminins diminuent.

Les activités agricoles des femmes sont également affectées par la monétarisation de l'économie et son insertion dans l'économie mondiale. Il est vrai qu'elles ont moins de temps à consacrer à la production artisanale (poterie, vannerie, bières locales), mais il est encore plus vrai que ces produits sont concurrencés, bien souvent avec l'accord des gouvernements, par des produits manufacturés; ceux-ci sont importés ou produits localement à grande échelle (vaisselle émaillée, pagnes, bière et coca-cola).

Les effets sur les femmes d'un projet de développement: en Haute-Volta, l'A.V.V. (Autorité des Aménagements des Vallées de la Volta) a pour objectif la mise en valeur des zones inhabitées ou sous-peuplées des vallées de la Volta; ce projet a débuté en 1974. Cette opération de colonisation de nouvelles terres repose sur l'attribution de parcelles au chef de famille, les femmes, classées comme simples actives, se trouvant privées de terre: les femmes de ce groupe cultivaient pourtant traditionnellement sur les terres (de 0,25 ha à 1,50 ha) reçues de leur mari, du sorgho, de l'arachide, des pois de terre, du sésame, de l'oseille, des gombos, du riz.

Le programme de production de l'A.V.V., axé sur un système de culture intensive en spéculation mixte (30% coton, 78% cultures vivrières) impose le travail intensif de tous les actifs d'une exploitation 10 mois sur 12. Le fait que l'A.V.V. n'ait prévu pour les femmes ni champs, ni marchés, le fait qu'elles aient peu de temps à consacrer à leurs activités artisanales les ont privées d'une grande partie de leurs ressources agricoles et monétaires habituelles. C'est ainsi qu'elles ont perdu environ 50% de leur pouvoir économique. La femme devient dépendante de son mari pour ses besoins personnels mais, plus grave encore, sa contribution à l'alimentation familiale diminue, et ceci se répercute sur l'alimentation des jeunes enfants. Ces derniers sont habitués à manger des restes d'aliments, ou des produits tels que l'arachide et les pois de terre que leur mère a cultivés sur ses champs personnels. Privée de champs, elle ne pourra plus faire consommer ces aliments à ses enfants, ce qui va les priver de produits riches en protéines, et elle ne gagne pas assez d'argent pour les acheter.

Le bilan général est donc très négatif: on assiste à un accroissement important du travail agricole auquel s'ajoutent les tâches habituelles (préparer les repas, aller chercher de l'eau et du bois), soit 15 heures au total de travail journalier. Dans le domaine du travail domestique, rien n'a été fait: aucun moulin n'a été installé trois ans après le début de la mise en oeuvre du projet, le creusement des puits perd beaucoup de sa valeur puisque, en raison non de difficultés techniques mais d'une mauvaise coordination des services, leur localisation n'a pas été choisie en fonction de l'emplacement des villages. On se retrouve donc devant une situation paradoxale: deux villages, au moins, sur cinq se trouvent très éloignés (2 à 4 km) du puits le plus proche. Cela signifie pour les femmes 16 à 32 km par jour (avec des jarres d'eau de 30 kg sur la tête) en saison sèche à cause de l'alimentation des animaux, et 8 à 16 km en saison des pluies, à moins qu'elles ne puisent l'eau des marigots proches des villages avec les conséquences sanitaires que l'on connaît. On meurt moins de soif que de l'eau que l'on boit.

- La famille dépend, pour survivre, du travail agricole non payé des femmes.

Parallèlement à l'émergence d'une économie de marché fondée sur la réussite individuelle, se produit un affaiblissement des liens familiaux. La recherche de l'argent exerce son effet dissolvant: "le cacao détruit la parenté et divise le sang". Malgré les changements socio-économiques, les anciens devoirs de l'époux et de l'épouse sont restés les mêmes traditionnellement: chacun doit contribuer en nature à l'alimentation de la famille, l'homme apportant le mil et la viande par exemple, la femme les condiments et les légumes.

Dans une situation où les cultures d'exportation remplacent les cultures vivrières — produites par les femmes, reléguées sur des terres lointaines et peu fertiles et ne bénéficiant d'aucun apport technologique — les hommes ne peuvent assumer leur rôle qu'en donnant de l'argent. Or, ils n'y sont pas habitués et s'y refusent bien souvent. Ainsi peut-on voir l'homme investir ses bénéfices dans un voyage à la Mecque, une radio, un vélomoteur ou tout simplement en boisson plutôt que dans les besoins familiaux de première nécessité.

Malgré l'augmentation des revenus des hommes, les femmes et les enfants sont encore fréquemment soumis à des carences alimentaires. Alors que l'homme fuit ses responsabilités, il exige de sa femme qu'elle continue à assumer les siennes. Or, cette dernière est placée devant une situation économique inextricable: elle travaille comme main-d'oeuvre non rémunérée sur les champs d'exploitation (ce qui alourdit son temps de travail) et n'a presque plus le temps de cultiver ses légumes et ses condiments. De plus, les terres disponibles se font rares. Elle doit également assumer dans de très mauvaises conditions la production des cultures vivrières. Le déclin de l'agriculture vivrière augmente la dépendance des pays à l'égard des importations: 1/3 des denrées totales importées au Sénégal sont des denrées alimentaires.

La femme doit cependant continuer à fournir légumes et condiments; de plus c'est elle qui assume souvent l'achat des médicaments nécessaires à ses enfants. Là encore, l'homme qui "soignait" auparavant avec des médicaments traditionnels est peu enclin à acheter des médicaments modernes. La femme a donc de moins en moins d'argent, mais elle en a de plus en plus besoin, pour elle, pour ses enfants, pour sa famille. Le développement a diminué son autonomie financière: augmenter les revenus des femmes, c'est lutter contre la pauvreté dans le monde.

III. LES DIVERSES FORMES DE SALARIAT FÉMININ

En Amérique latine et en Asie, le processus de croissance économique, alliant le développement et la mécanisation de la grande agriculture avec la mise en place d'une industrie à forte intensité de capital, détériore considérablement les possibilités d'emploi des femmes. La nouvelle division du travail nord-sud affecte autant les femmes que les hommes.

- Le salariat agricole prend de l'extension.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, on constate depuis 30 ans, une stagnation de la production agricole. Le développement est mené aux dépens du niveau de revenus des populations rurales, ce qui touche particulièrement les femmes des toutes petites exploitations (minifundio).

Le développement des cultures d'exportation va de pair avec une baisse de la production de subsistance. De 1964 à 1974, la production agricole de subsistance par personne diminue de 10% mais la production agricole d'exportation par personne augmente de 25%.

La participation des femmes à l'agriculture prend des formes et atteint des degrés différents selon les structures agraires — c'est-à-dire le mode de répartition des terres, le degré de modernisation de l'agriculture et le type de cultures, mais également selon les tendances du développement agricole.

Ainsi au Mexique, dans la région de Oaxaca, on distingue trois grands types de familles :

- les familles fonctionnant comme de petites entreprises agricoles (cultures vivrières et de rente); elles sont propriétaires de leurs parcelles de 5 à 20 ha. Les femmes cessent leurs activités artisanales (tissage, broderie, etc.) pour se consacrer à l'entreprise familiale, ce qui met fin à leur autonomie financière;

- les familles fonctionnant comme des exploitations agricoles de subsistance: elles possèdent de très faibles superficies cultivables. Comme l'argent manque pour payer les engrais, les impôts communaux, etc., l'épouse — qui consacre peu de temps sur ces petits champs — est mobilisée pour vendre sa force de travail. Elle devient, en période de pointe, journalière agricole sur les exploitations de la première catégorie. De plus, elle continue à pratiquer l'artisanat traditionnel, fait du commerce (plats cuisinés) et de l'élevage de volailles. Dans ce cas, les produits des activités typiquement féminines n'ont de valeur que s'ils sont vendus;

- les familles d'ex-paysans devenus ouvriers, ne possédant plus qu'un petit lopin de terre où l'on cultive très peu de maïs, et de haricots noirs, etc.: les revenus étant ici réguliers et plus importants que ceux du salariat agricole, les femmes se consacrent aux tâches de la maison et ouvrent parfois des commerces de détail.

En 1970, le salaire de la femme journalière agricole est, pour les mêmes travaux, inférieur de moitié à celui de l'homme (6 à 8 pesos par jour contre 12/15 pesos).

- Les cultures de contre-saison renforcent l'exploitation des femmes.

De nouvelles cultures de "fruits, légumes et fleurs" ont été introduites à la suite du développement des cultures d'exportation telles que le café, le cacao, le coton et le sucre. Correspondant aux modes de consommation occidentale, ces cultures de contre-saison sont destinées à l'exportation, vers l'Amérique du nord notamment.

Fleurs, tomates et fraises consommées dans nos pays sont produites grâce à l'exploitation de femmes qui n'ont souvent même pas l'essentiel pour se nourrir, elles et leurs enfants.

Le développement de ces nouvelles cultures — aubergines, haricots verts, fraises, tomates, fleurs — crée des emplois tenus par les femmes rurales pauvres, jeunes et de préférence célibataires; cela évite à l'employeur d'avoir à leur payer des charges sociales comme le congé de maternité, etc.

Elles sont employées sans contrat — ce qui rend leur situation économique encore plus précaire — pour des travaux saisonniers à haute intensité de main-d'oeuvre (cueillette, récolte, désherbage, etc.). Elles reçoivent un salaire, d'une part, inférieur au minimum légal et, d'autre part, de 40 à 60% inférieur à celui de l'homme. Aux environs de Bogota, 70,7% de la main-d'oeuvre employée pour la culture des fleurs sont des femmes venant des quartiers pauvres de la ville ou des régions rurales misérables.

Elles effectuent exclusivement des tâches manuelles, aussi lorsque l'agriculture devient fortement mécanisée, les femmes sont les premières à perdre leur emploi. Ce phénomène est à la base d'importantes migrations féminines vers les villes. Depuis 1970, la culture de la fraise se développe au Mexique pour l'exportation aux USA. Il s'agit d'une agro-industrie avec un capital nord-américain. Dans la région de Zamora, 27 000 emplois de femmes ont été créés, dont 10 000 pour des ouvrières travaillant dans les usines.

Au Mexique, les exportations de légumes et de fruits frais étaient en 1974-1975 de 793 950 tonnes, dont 41,5% étaient constituées par des tomates. 20 000 hectares de terres produisent 30 000 tonnes de tomates... à la place de maïs.

La production de tomates est une activité spécialisée, exigeant un haut niveau technologique, mais qui n'emploie les femmes que pour les emplois non qualifiés de triage (élimination des produits douteux, couleur, taille) payés à l'heure ou d'emballage payés à la pièce. Le temps de travail et les revenus des empaqueteuses varient suivant le cycle de production: le salaire oscille autour de la moitié du salaire minimum légal. Les travailleuses sont surtout des femmes jeunes de 15 à 25 ans (63%) et célibataires (60%), qu'elles soient migrantes ou originaires de la localité.

- Les femmes partent vers les villes.

Le total de la population employée dans le secteur agricole est passé de 52% en 1950 à 39% en 1970. Durant cette même période, les migrations vers les villes se sont accrues. En moyenne, 85 hommes pour 100 femmes ont quitté les zones rurales.

Les femmes, jeunes filles et femmes célibataires (veuves, divorcées, etc.) ayant des enfants à charge vont de préférence vers les grandes villes, zones de développement capitaliste, où elles trouvent un emploi: 70% d'entre elles entrent dans le secteur des services (laveuses, repasseuses, cuisinières). Le développement industriel n'absorbe que très peu la main-d'oeuvre féminine.

Nombre de paysannes sont revendeuses de poissons à la Martinique. Depuis quelques années, un commerçant blanc importe du poisson congelé qu'il vend moins cher que le poisson local et a pris le monopole de la commercialisation du poisson pêché sur place. L'intermédiaire qui était la revendeuse n'a plus sa raison d'être. Une dernière ressource reste à la paysanne: celle de devenir une domestique. Dans 14 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, plus de 70% des femmes sont employées dans le secteur des services, dont 60% comme domestiques (BIT 1980).

D'une manière générale, les emplois féminins dans le secteur non structuré sont instables, incertains et mal payés. Au Brésil, 13,2% des salariées se trouvent dans la tranche des revenus les plus bas contre 3,1% pour les hommes; au Venezuela, 13% contre 1,9% et à Panama, 34,4% contre 5,7%.

- Sur les plantations d'Asie, 40% de la main-d'oeuvre est féminine.

Comme en Amérique latine, il existe un salariat agricole féminin important. Les femmes travaillent notamment sur les plantations de thé pour la cueillette ou sur les plantations de caoutchouc pour la saignée des arbres. Les femmes représentent 35 à 50% de la main-d'oeuvre totale des plantations au Sri Lanka, aux Philippines, en Inde, en Malaisie et au Pakistan.

En Inde, les femmes sont plus nombreuses que les hommes sur les plantations de thé et de café et reçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes. La différence de salaire s'est accrue de 1958-1959 à 1974-1975. Au Sri Lanka, les femmes représentent 51% de la force de travail totale employée sur les plantations de thé, de caoutchouc et de noix de coco. Les inégalités de salaire existent puisque, pour le même travail, le salaire minimum de l'homme — fixé d'après la loi de 1944 — est supérieur à celui de la femme de 25%. Sur les plantations de thé, les femmes sont rétribuées selon le poids des hottes de feuilles récoltées et touchent 14 roupies par hotte alors que les hommes en touchent 16. Si elles travaillent 9 heures par jour, elles peuvent gagner environ 40 roupies. Or, un repas simple de riz au curry vaut 5 roupies et un litre de lait 2,5 roupies.

D'autre part, dans les zones rurales, les femmes sont également employées à domicile par les industries. Elles travaillent à la pièce pour des entreprises privées qui fournissent la matière première et collectent le produit fini : cigarettes pour le marché national, dentelles pour le marché international.

- Les usines manufacturières emploient de nombreuses femmes.

A la différence de l'Amérique latine qui a surtout développé des industries à forte intensité de capital utilisant peu de main-d'oeuvre féminine, l'Asie emploie un grand nombre de femmes dans le secteur industriel manufacturier. En effet, depuis 20 ans, les tendances du marché industriel, de plus en plus internationalisé, ont affecté l'emploi des femmes.

Les industries à forte intensité de main-d'oeuvre (textile, habillement et jouets) emploient en majorité une main-d'oeuvre féminine sous-qualifiée et sous-payée, ce qui permet de pratiquer des prix concurrentiels sur le marché international. En Malaisie, de 1957 à 1970, la proportion de femmes travaillant dans les industries manufacturières a augmenté de 17 à 29% et à Singapour, entre 1957 et 1977, de 18 à 47%. Cette

augmentation est nette dans les quatre principales industries d'exportation : textiles, chaussures, habillement, électronique. Dans l'industrie de la confection, la moitié des employées des filiales d'entreprises d'Allemagne de l'ouest ont moins de 20 ans et plus de 90% sont des femmes.

L'industrie électronique recherche particulièrement une main-d'oeuvre composée de jeunes femmes célibataires, sortant de l'école et sans expérience professionnelle : 8 à 9/10^e de la main-d'oeuvre sont dans ce cas. De plus, ces jeunes femmes sont réputées pour leur dextérité manuelle et pour leur patience, qualités indispensables aux opérations délicates de l'assemblage des composants utilisés pour les radios, télévisions, ordinateurs, calculateurs, montres à affichage digital et autres appareils électroniques complexes.

Les ouvrières des chaînes de fabrication acquièrent une formation inutilisable dans d'autres domaines. De plus, cette industrie est soumise à l'influence des fluctuations du marché et la main-d'oeuvre étant marginale dans la plupart des pays, les licenciements en masse en cours des périodes de récession ne suscitent que de très faibles protestations de la part des gouvernements des pays d'accueil. La création d'emplois a encouragé la migration féminine des petites villes et des villages vers les zones urbaines.

Les femmes prennent également des emplois domestiques et, avec l'augmentation du tourisme, elles sont recrutées dans des "salons de massage" (Thaïlande) et autres établissements aux prestations similaires. La prostitution devient de plus en plus, pour les femmes seules, l'unique moyen de gagner l'argent nécessaire pour faire face à toutes les dépenses: médicaments, frais de scolarité, loyer, etc.

Ces situations diverses de salariat — agricole et industriel — que l'on rencontre principalement en Asie et en Amérique latine commencent à exister également en Afrique, aussi bien dans les grandes villes que dans les zones de plantation. Cela provoque toujours la mise en place des mêmes mécanismes et de leurs effets: migration féminine vers les villes, inégalité des salaires, emploi peu qualifié et instable, activités diverses dans le secteur non structuré (petit commerce, emploi domestique et prostitution).

Mais aussi, devant toutes les difficultés auxquelles elles sont confrontées, les femmes savent parfois, et de plus en plus souvent, inventer des formes d'entraide: petits groupes fondés sur la base du voisinage ou de la parenté. Par exemple, dans le bidonville de Guayaquil (Equateur), elles adhèrent à une association dont les membres s'appellent "co-mères" et ont pour tâche d'organiser la garde des enfants afin de laisser aux autres le temps nécessaire pour travailler.

Quelques exemples du salariat en Asie

Activités	Pays	Type de travail		Caractéristiques de la main-d'oeuvre	Observations
		Hommes	Femmes		
Riz	Bangladesh	Déshebergement Repiquage Récolte	Battage Cuisson Décortiquage		Salaire inférieur de 40 à 60% à celui des hommes
Riz	Inde		Repiquage (à 80% par les femmes)		3 roupies aux femmes par jour 5 roupies aux hommes par jour
Electronique	Hong-Kong Taiwan Singapour Malaisie Philippines Indonésie Thaïlande		Assemblage des composants (radio, TV, calculateur, montres à affichage digital)	Jeunes femmes célibataires sortant de l'école	Salaires couvrent juste les besoins essentiels Dextérité, patience Peu de possibilités de promotion Développe la migration
Beedis (cigarettes)			Fabriquent cigarettes à la main	Musulmane ou caste inférieure	Salaire contribue de 46 à 95% au budget familial Travail à domicile sous contrat

IV. UNE JOURNÉE DE TRAVAIL

Un enfant Mandingue chante les qualités de sa mère:

O Mère, ô ma mère
La meilleure parmi les mères
Quand ma mère se met à faire la cuisine
Elle la fait mieux que les autres
Quand ma mère va aux champs
Elle cultive plus que les autres mères
Quand ma mère va laver le linge de ses enfants
Elle le lave mieux que toutes les autres mères
O Mère, ô ma mère
La meilleure des mères
La mère dont la tendresse est intarissable
Comme le Djoliba (1)

NATURE DU TRAVAIL	POURCENTAGE DU TRAVAIL TOTAL EN HEURES	
	HOMMES	FEMMES
Abat des arbres dans la forêt, défriche les champs	95	5
Laboure	70	30
Ensemence et plante	50	50
Sarclé et désherbe	30	70
Récolte	40	60
Rentre la récolte à la maison	20	80
Stocke la récolte	20	80
Transforme les produits alimentaires	10	90
Vend les produits alimentaires excédentaires sur les marchés (se charge aussi du transport de ces produits au marché)	40	60
Emonde les arbres	90	10
Va chercher de l'eau et des combustibles	10	90
S'occupe des animaux domestiques et nettoie les étables	50	50
Chasse	90	10
Nourrit et soigne les jeunes enfants, les hommes et les personnes âgées	5	95

(1) Le Djoliba ou fleuve Niger est presque déifié par les Malinké: c'est le fleuve nourricier du Mande.

● Aux champs.

Dans tous les pays du monde, les femmes de milieu rural, qu'elles soient salariées et/ou productrices, ont un temps de travail agricole très lourd. Le temps-horaire du tableau suivant correspond pour certains pays à la pleine saison des travaux culturaux.

Swaziland	9-10 heures/jour
Lesotho	10 heures/jour
Inde	8- 9 heures/jour
Sri Lanka	10 heures/jour
Mexique	8-10 heures/jour

Au Zaïre, les femmes productrices travaillent de 180 à 312 jours: les activités de binage et de désherbage occupent 4,5 heures par jour et celles des semailles 7,8 heures par jour.

Au Sri Lanka, le programme quotidien des femmes salariées des plantations de thé peut se résumer ainsi: lever à 4 h du matin, travail sur les plantations de 7 h à 17 h 30 avec une heure d'arrêt pour le déjeuner et retour à la maison vers 19 h puis coucher à 22 h.

La durée du travail agricole s'est souvent accrue avec le développement des cultures de rente, mais de toutes manières les femmes continuent comme par le passé à assumer l'ensemble des rôles féminins. La nouvelle division du travail ne joue que dans un seul sens: pour le chef de famille, une femme peut fournir du travail supplémentaire mais la réciproque n'est pas vraie. En Indonésie, l'introduction d'une variété naine de riz à haut rendement a eu les répercussions suivantes sur les femmes: elles doivent battre le riz sur place, elles doivent le transporter dans des sacs de jute 2 à 3 fois plus lourds que les gerbes de 20 kg faites auparavant avec le riz de taille normale. Il y a donc augmentation du temps et de la pénibilité du travail.

● A la maison.

Les femmes:

— préparent les repas: piler le mil, écraser le maïs, râper le manioc sont des opérations très longues qui demandent 3 à 4 heures environ pour une famille de 6 personnes, taille moyenne d'une unité familiale;

— ramassent le bois. Ce travail, souvent long et pénible, l'est encore plus dans les zones sahéliennes et semi-désertiques ou dans les zones surexploitées où la pénurie en bois oblige les femmes à parcourir des dizaines de kilomètres avec des fagots de 30 à 40 kg sur la tête. Au Kenya, dans certaines régions, cette tâche exige 10 h par semaine. En moyenne, une famille de 6 personnes brûle, au cours d'une année, un peu plus de 2 tonnes de bois;

— vont chercher l'eau, ce qui est également un travail harassant: il faut en moyenne 5 litres d'eau par jour et par personne, soit pour une famille de 6 personnes 2 à 3 transports par jour. On peut imaginer ce que cela implique lorsque les points d'eau sont éloignés des villages. Par exemple, dans une région d'Ethiopie, les femmes consacrent 2 heures et demi par jour à aller chercher l'eau, et dans la région aride de Kitui, elles doivent faire 15-16 km par jour. Un puits présente les avantages suivants:

il permettrait à 60 femmes d'utiliser à d'autres fins l'énergie produite par une tonne de sorgho et actuellement absorbée par les 16 km qu'elles parcourent quotidiennement pour aller chercher de l'eau pendant les 150 jours de saison sèche; il libérerait chaque année 300 hommes-journées supplémentaires d'une valeur de 80 francs CFA par homme-journée. Ce type de calcul montre clairement la dépense d'énergie non productive que la femme doit fournir pour le bien-être de sa famille.

Dans les quartiers pauvres des villes, l'approvisionnement en eau aux bornes-fontaines collectives (insuffisantes en nombre) impose aux femmes et aux fillettes de nombreuses heures d'attente pour prendre un seau d'eau.

Au Zaïre, un projet de développement de volailles à destination des hommes oblige les femmes à aller chercher 25 à 30 litres d'eau supplémentaires pour 100 poulets.

Enfin, la femme doit s'occuper de l'entretien de la maison (balayer, laver les vêtements et la vaisselle, etc.), des soins aux enfants, de la collecte des produits de cueillettes. Ces activités "non productives" n'ont presque pas été quantifiées jusqu'à présent. "...Et pourtant avec tout ce que nous faisons, l'idée existe encore que les femmes n'accomplissent aucun travail... et que seul le mari travaille parce que, lui, reçoit un salaire. Tout ce que font mensuellement les femmes de travailleurs, nous l'avons calculé... alors nous avons pu faire comprendre à nos compagnons que nous aussi nous travaillons, et même dans un certain sens plus qu'eux. Et qu'en plus nous rapportons davantage au foyer avec tout ce que nous économisons. Ce qui fait que même si l'Etat ne reconnaît pas le travail que nous faisons au foyer, le pays en bénéficie, les gouvernements en tirent bénéfice, puisque nous ne recevons aucun salaire de ce travail" (Domitila, la vie d'une femme de la mine bolivienne).

● Dans les usines.

En ville, les femmes salariées ont des horaires de travail très chargés et souvent un travail plus que pénible. Dans une entreprise de surgélation et de congélation des produits de la mer destinés à l'exportation, les femmes trient à longueur de journée le poisson, le rangent par espèces, calibrent et décortiquent les crustacés, pêlent les soles et les requins. "Les femmes qui sont affectées au pelage des soles en parlent comme d'un cauchemar. A force de pincer la peau des soles avec leurs doigts nus, elles voient éclater les petits vaisseaux sanguins au bout des doigts". Une fois chez elles, elles doivent encore accomplir les travaux domestiques habituels et cela, bien souvent dans des conditions de vie misérables. Dans un bidonville de Dakar, on trouve un robinet d'eau et une latrine pour 9 000 personnes.

● Elles se font aider par leurs "filles".

Dans cette situation, il est évident que les femmes doivent se faire aider, sinon remplacer, par les femmes de leurs familles, les aînées comme les petites filles, ceci étant pour ces dernières la cause principale de leur non-scolarisation, de leur absentéisme à l'école, mais aussi de leur future résignation: 40% des enfants au Kenya participent à la corvée d'eau.

"... Parce qu'il y a tellement de choses à faire dans le foyer que nous faisons travailler jusqu'aux plus petits, par exemple en les envoyant chercher la viande, chercher l'eau. Souvent ils doivent faire la queue longtemps... Et puis, il faudrait aussi

prendre en considération le préjudice que subissent les enfants qui, quand on les envoie comme ça, ne vont pas à l'école " (Domitila).

- Mais elles ne sont pas aidées par les technologies.

Pour les femmes de milieu rural, la possibilité d'utiliser des technologies qui leur épargneraient de la fatigue et leur donneraient du temps serait nécessaire. Les pompes pour tirer l'eau des puits, les moulins, les pressoirs à huile existent mais cela coûte cher et la plupart du temps les femmes n'ont pas assez d'argent pour les acheter et elles n'ont pas accès au crédit; de plus, elles ne sont pas formées ni à leur maintenance, ni à leur gestion, ce qui augmente leur dépendance vis-à-vis des hommes.

L'usage de ces technologies est le seul moyen pour les femmes d'avoir le temps et la disponibilité nécessaires pour leur propre formation. Sans cela, les programmes de formation continueront à être voués à l'échec.

V. LES REVENUS FÉMININS SONT INDISPENSABLES

"... Il faut se souvenir que dans cette lutte contre la faim, les femmes jouent un rôle clé qui mérite d'être reconnu..." (Nord-sud. Rapport de la Commission Willy Brandt).

- A quoi servent leurs revenus féminins?

Pour obtenir les revenus qui leurs sont nécessaires — et qui le sont de plus en plus — les femmes de tous les pays se sont toujours livrées à des activités extra-familiales: artisanat, commerce, heures supplémentaires pour les salariées.

Malheureusement, l'une des conséquences du développement dans presque tous les pays est la baisse des revenus féminins. Baisse qui, en raison de la montée de la pauvreté dans le monde, de la destruction des liens familiaux, de l'augmentation du nombre de femmes responsables de leurs enfants, devient de plus en plus dramatique. En effet, à la différence des revenus masculins, les revenus féminins servent essentiellement à acheter les biens de première nécessité pour la famille: aliments, vêtements, médicaments, etc.

- En constante diminution.

Les produits artisanaux fabriqués par les femmes — poterie, vannerie, tissage, etc. — sont de plus en plus concurrencés par l'introduction de biens manufacturés sur les marchés locaux.

Des tâches qui étaient effectuées auparavant par des salariés le sont aujourd'hui par des machines: l'introduction des moulins à riz à Java a entraîné la perte de 50 millions de dollars pour les femmes, dont 10% étaient payés en nourriture, ce qui équivalait à 4 mois de consommation pour la famille.

En Inde, l'implantation de laiteries modernes a privé les femmes des basses castes de leurs sources de revenus car elles vendaient le lait sur les marchés locaux et une autre catégorie de personnel a été employée dans ces laiteries.

Le petit commerce de produits alimentaires (produits agricoles bruts ou transformés: beignets, bières locales, tortillas, riz au curry, petits tas d'arachides en coques, etc.) reste encore le domaine des femmes malgré des difficultés de plus en plus grandes. En Haïti, une femme qui voulait faire le commerce de petits pains ronds se voit obligée d'abandonner à cause de l'augmentation en quelques semaines du prix de la farine de blé importée.

Les femmes salariées dans les usines ont, pour la plupart d'entre elles, une expérience professionnelle antérieure: à la campagne comme salariées agricoles, à la ville comme domestiques, activités auxquelles elles renoncent dès qu'elles le peuvent, en quête des salaires plus élevés de l'industrie.

Et pourtant, le salaire d'une ouvrière embauchée à Manille par les usines de gants GELMAR (filiale d'une entreprise américaine), la plus grande entreprise textile en Asie, est de 4 francs par jour la première année et de 4,50 francs après 6 ans d'ancienneté. En faisant des heures supplémentaires, elle peut gagner 127 francs par mois, qui sont largement dépensés pour la nourriture, l'eau, l'électricité. La plupart des ouvrières n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Une ouvrière doit fabriquer 108 paires de gants par jour qui, aux USA, se vendent 18 francs la paire. Une journée de travail d'une ouvrière rapporte donc environ 2 000 francs, soit plus de 400 fois son salaire quotidien.

Dès lors, on peut imaginer qu'une journalière ne peut se permettre avec un tel salaire, de nourrir, de vêtir et de soigner convenablement les membres de sa famille. Elle doit le plus souvent avoir recours au crédit, au système D, voire à la prostitution.

POURCENTAGE DE FEMMES A BAS REVENUS DANS QUELQUES PAYS

Malaisie	38,5 (moins de 500 dollars de Malaisie par mois)
Thaïlande	14,3 (moins de 1 500 baths par an)
Guyane	78,8 (moins de 200 US dollars par mois)
Australie	36,5 (seuil national de la pauvreté)
Etats-Unis	37,5 (seuil national de la pauvreté)

Devant l'augmentation du coût de la vie, le chômage, l'exode rural, le nombre de femmes des classes pauvres appelées à exercer une activité rémunérée pour satisfaire les besoins essentiels de sa famille, va croissant. Paradoxalement, les possibilités d'emploi et de formation professionnelle sont ridiculement faibles. Yolande, colombienne, a 19 ans. Elle fait 10 heures ininterrompues de travail par jour dans une famille de Bogota comme bonne à tout faire. Elle touche 800 à 1 000 pesos par mois, bénéficie parfois d'un jour de congé par quinzaine et jamais de jours fériés.

Essayer de trouver des solutions pour aider celles qu'on appelle "les plus pauvres" à sortir de cette impasse tragique devrait aussi être l'un des objectifs prioritaires du dialogue Nord-sud.

VI. LA SANTÉ ET LA NUTRITION

● Les infrastructures sanitaires.

La situation sanitaire dans les pays en développement est particulièrement mauvaise, certains indicateurs le montrent clairement: les budgets nationaux consacrés à la santé sont peu importants, la distribution des médecins et des personnels de santé entre les milieux ruraux et urbains est peu adaptée, le nombre d'hôpitaux et de dispensaires est insuffisant et suit une mauvaise répartition.

Pourcentage du budget de la santé dans le budget national et dépenses de santé par personne (Banque mondiale 1975)

	Pourcentage du budget santé	Dépenses de santé par personne (en dollars)
Haute-Volta	4,8	0,6
Ethiopie	6,9	0,67
Kenya	6,4	0,14
Sri Lanka	8,1	3,76
Inde	4,9	0,91
Thaïlande	6	2,45
Philippines	5,4	1,06
Colombie	10,4	2,04
Brésil	1,4	0,80
Mexique	5,9	2,64

Ces quelques chiffres pris au hasard montrent l'extrême faiblesse des dépenses de santé par personne: le budget de la santé sert avant tout à payer les fonctionnaires de santé et au fonctionnement des infrastructures hospitalières généralement situées dans les grandes villes.

Nombre d'habitants par lit d'hôpital et par médecin

Haute-Volta	1 667 habitants par lit	92 828 habitants pour 1 médecin
Ethiopie	3 030 habitants par lit	73 289 habitants pour 1 médecin
Kenya	775 habitants par lit	7 829 habitants pour 1 médecin
Sri Lanka	311 habitants par lit	3 860 habitants pour 1 médecin
Inde	1 612 habitants par lit	4 805 habitants pour 1 médecin
Thaïlande	847 habitants par lit	8 397 habitants pour 1 médecin
Philippines	855 habitants par lit	9 097 habitants pour 1 médecin
Colombie	446 habitants par lit	2 285 habitants pour 1 médecin
Brésil	262 habitants par lit	1 963 habitants pour 1 médecin
Mexique	935 habitants par lit	1 491 habitants pour 1 médecin

La répartition inégale des personnels comme des infrastructures de santé est flagrante: au Kenya, 1 médecin pour 800 habitants en zone urbaine mais 1 médecin pour 50 000 en zone rurale et dans le district du nord-est, 1 médecin pour 250 000 habitants.

● La fécondité.

D'après un calcul sur ordinateur, un couple indien devrait avoir en moyenne 6,3 enfants pour être sûr d'avoir un fils vivant.

Les taux bruts de natalité sont extrêmement élevés variant de 45,6 pour 1 000 habitants en Afrique à 43,4 en Asie et 38,8 en Amérique latine (dans les pays industrialisés ce taux est de 16,2). En Haute-Volta par exemple, le nombre moyen d'enfants vivants par femme est de 6 environ, ce qui implique qu'elle en a perdu environ 4.

"Aussi longtemps que les femmes auront besoin d'enfants pour les aider dans leurs travaux, aussi longtemps que l'on fera de la maternité leur principale mission et aussi longtemps que leur autorité dans la famille et la société dépendra d'un grand nombre d'enfants, les femmes continueront à avoir une famille nombreuse". Cela rend les programmes de planning familial, et leurs excès, souvent inadéquats à résoudre les vrais problèmes. La diminution du nombre d'enfants passe obligatoirement par l'augmentation des revenus féminins.

Etant donné l'âge précoce des filles au mariage, la vie reproductive commence très tôt. Les grossesses chez de jeunes adolescentes comportent des risques non seulement pour la mère mais aussi pour l'enfant. Les décès maternels sont fréquents chez les très jeunes femmes.

Dans certains pays, avant l'âge de 20 ans, 50% des mères mettent au monde leur premier enfant, 25% leur deuxième enfant et 10% leur troisième.

● La mortalité maternelle.

Le taux de mortalité maternelle dans les pays industrialisés se situe entre 5 et 30 pour 100 000 naissances vivantes, alors que dans les pays en développement les taux moyens sont de 500 pour 100 000 naissances, mais il arrive à dépasser 1 000 dans une grande partie de l'Afrique et de l'Asie. Souvent cette mortalité est due à des difficultés dans les moments entourant l'accouchement. En effet, 70 à 80% des accouchements ont lieu dans les villages sans l'aide de personnes qualifiées.

Le nombre d'accouchements attendus par un personnel qualifié est encore bas et très variable suivant les zones: en Afrique, il varie entre 6 et 67%, en Asie de 3 à 95% et en Amérique latine de 12 à 97%. Il faut ajouter que la surveillance de la femme enceinte est très peu pratiquée et ne permet pas dans la plupart des cas de diagnostiquer les grossesses à risques.

Voici le "portrait" d'une villageoise qui pourrait vivre aussi bien en Afrique qu'en Asie du sud et qui résume les principales difficultés d'une mère.

"Elle a 35 ans. Sa mère était mal nourrie et surchargée de travail. A sa naissance, elle ne pesait que 2,500 kg. Elle n'a pas été à l'école pour aider sa mère. Elle s'est

mariée très jeune selon la tradition, et eut son premier enfant avant l'âge de 14 ans. L'accouchement fut difficile. Sa deuxième grossesse n'est pas arrivée à terme. Elle eut ensuite de nombreuses grossesses et peu de temps entre chacune pour reprendre des forces et du poids. Au cours de l'une de ses grossesses, elle eut une attaque de paludisme et perdit son enfant. Anémiée et fatiguée, il lui fallait pourtant s'occuper de ses enfants, tenir le ménage et travailler à la fabrique de briques. Elle a allaité tous ses enfants. Une fois, pour ne pas perdre son emploi, elle a nourri son bébé au biberon mais comme elle n'avait pas d'argent pour acheter suffisamment de lait en poudre, elle l'a trop dilué. Le bébé est mort, à 4 mois de la diarrhée. Elle aimerait limiter le nombre de ses grossesses mais elle a peur de son mari qui ne le permettrait pas" (OMS).

● La mortalité infantile.

Si un enfant sur 40 risque de mourir avant l'adolescence dans les pays développés, les chiffres sont de 1 sur 4 pour l'Afrique (et même 1 sur 2 pour certains pays).

En Afrique, en Asie et en Amérique latine, les 2/3 des décès concernent les enfants de moins de 5 ans, et plus particulièrement ceux qui sont nés avec un poids inférieur à la normale. En Inde, par exemple, près de 40% des enfants nés à terme pèsent moins de 2,500 kg.

Le tétanos, la malnutrition de la mère et de l'enfant, les maladies infectieuses, intestinales et respiratoires, le sevrage précoce sont les principales causes de la mortalité du jeune enfant.

Les femmes épuisées par le travail ont souvent du lait en quantité insuffisante. Ceci ne leur permet pas de répondre de façon satisfaisante aux besoins nutritionnels de leurs enfants et les expose aux risques de la malnutrition, en particulier si l'introduction d'aliments complémentaires dans leur régime ne peut être assurée de façon adéquate, souvent pour des raisons économiques et/ou d'éducation.

Le lait maternel est irremplaçable et constitue l'aliment idéal et complet pour le bébé. L'alimentation au biberon est totalement inadaptée à la situation de la plupart des familles pauvres qui, en plus, ne peuvent même pas lire le mode d'emploi présenté sur les boîtes de lait ou d'aliments infantiles et indiquant les doses à utiliser. Lorsque l'eau est contaminée, que le combustible manque pour la stérilisation, etc, le biberon devient dangereux, voire mortel. Au Chili, il y a trois fois plus de morts parmi les enfants nourris au biberon avant le troisième mois que parmi les enfants nourris au sein.

Les firmes internationales ont inondé le Tiers-Monde de lait en poudre grâce à l'aide de techniques modernes de commercialisation: échantillons gratuits, personnel de vente habillé en infirmières, concours du plus beau bébé, cadeaux aux médecins, etc.

Pour lutter contre ces effets néfastes (augmentation alarmante du nombre des citadines utilisant le lait artificiel), différentes équipes de chercheurs et praticiens ont alerté la presse et l'opinion publique. Après de longues années de lutte menée entre autres par des organisations non gouvernementales, l'Assemblée Mondiale de la Santé adopta le 22 mai 1981 un code international de commercialisation de substituts du lait maternel: le texte a été voté pour 118 pays, trois, dont le Japon, se sont abstenus et

les USA ont voté contre. Il reste maintenant à l'adapter à chaque pays et à l'appliquer. Ce sera difficile.

Il faut néanmoins souligner les contraintes sociales qui, surtout en milieu urbain, empêchent un nombre croissant de femmes de nourrir au sein leurs enfants: les salariées ne bénéficient ni de la sécurité sociale, ni des congés de maternité et encore moins de crèches. Leur absentéisme pour grossesse, allaitement, maladie des enfants est très souvent soulignée par les employeurs. Celles qui sont domestiques n'ont généralement pas le droit de garder leur enfant avec elles dans la famille qui les emploie. En zone rurale, l'allaitement au sein pose souvent les mêmes problèmes aux femmes qui travaillent dans les plantations. Il faut ajouter une autre contrainte, d'ordre économique: c'est la femme qui doit fréquemment acheter du lait sur son maigre salaire.

Coût de l'alimentation artificielle dans quelques pays (en pourcentage des salaires minimaux)

Pays	Salaires minimum en US dollars par semaine	% du salaire (à 3 mois)	% du salaire (à 6 mois)
Grande-Bretagne	39,20	2,1	3,3
Pérou	5,01	10,6	16,2
Philippines	9,69	17,2	26,7
Inde	4,62	22,7	35,1
Nigéria	5,18	30,3	47,1
Tanzanie	7,62	20,6	32
Pakistan	5,18	40,3	62,4
Egypte	4,09	40,8	63,3

● La malnutrition.

La malnutrition doit être considérée avant tout comme l'une des conséquences directes et dramatiques de la dégradation de l'agriculture de subsistance aux bénéfices de cultures d'exportation.

Ainsi, pour prendre l'exemple d'un pays parmi tant d'autres, au Brésil, la production de haricots noirs — base de la nourriture quotidienne — n'a pas augmenté de 1964 à 1980 (2,13 millions de tonnes), et son rendement est tombé de 6,5 quintaux à l'hectare en 1961 à 5,4 en 1979. Pour la même période, le manioc et le riz — autres produits d'alimentation de base — ont suivi exactement la même tendance. Par contre, la croissance des produits agricoles orientés vers la demande agro-alimentaire a été importante. Le soja, cultivé pour la fabrication d'huile et surtout pour l'alimentation du bétail, a remplacé certaines cultures vivrières et sa production est passée de 1/2 million de tonnes en 1964 à près de 20 millions de tonnes en 1980. Le Brésil accroît sa dépendance par rapport à l'extérieur pour s'approvisionner en denrées de base, d'où une insécurité alimentaire et surtout une malnutrition qui touche environ 40 millions de brésiliens, soit le tiers de la population.

52 enfants de moins d'un an meurent de malnutrition toutes les heures au Brésil pendant que le pays exporte des tourteaux de soja.

Une étude de la FAO montre la baisse alarmante dans la consommation calorique de certains pays africains.

Pays	1961-1963	1972-1974	Baisse en %
Bénin	91%	89%	- 2
Tchad	98%	74%	- 24
Mali	85%	75%	- 10
Nigéria	91%	88%	- 3

Ce tableau signifie qu'un tchadien qui, en 1963, arrivait à une consommation calorique presque convenable, couvrait à peine les 3/4 de ses besoins en 1974. La couverture en protéines est, pour certaines catégories de la population, encore plus basse.

A la baisse de rendement des cultures vivrières, il faut ajouter d'autres causes aggravantes; à titre d'exemple, on peut citer les mauvaises conditions de stockage des céréales qui amènent des pertes d'environ 40 millions de tonnes, les technologies traditionnelles de fabrication du beurre de karité ou de séchage de poissons qui entraînent également une importante diminution de la quantité et de la qualité de ces importantes sources de lipides et de protéines. On a calculé que l'on abaisserait de 26% les pertes en protéines consommables si l'on apprenait aux femmes à améliorer les techniques de fumage et/ou de séchage des poissons et des viandes.

La malnutrition affecte plus particulièrement les femmes et les jeunes enfants. Ce sont des groupes vulnérables dans la population. En effet, les femmes ont des besoins nutritionnels spécifiques en fonction de leur rôle procréateur. Une bonne alimentation est nécessaire au développement normal de leur bassin pendant la puberté, à la constitution des pertes de sang dues à la menstruation, aux besoins en nutriments et particulièrement en fer pendant la grossesse pour la croissance du fœtus, sans oublier la phase de la lactation. Et pourtant, 2/3 des femmes souffrent d'anémie dans les pays en développement.

Les mères sous-alimentées présentent plus de risques de donner naissance à des enfants de petit poids, ce qui peut avoir des conséquences sur leur développement moteur et intellectuel. Dans certaines cultures, il est connu que les petites filles reçoivent moins à manger que les petits garçons et souvent les mères servent d'abord — et le mieux possible — leur mari et les enfants et se contentent souvent des restes.

Il faut remarquer que la malnutrition est rarement la cause directe de la mortalité juvénile, mais elle affaiblit les enfants qui réagissent moins bien à certaines maladies comme la rougeole, les maladies intestinales et respiratoires, qui peuvent entraîner la mort de l'enfant.

"Tu me dis que je dois donner des pois à mes enfants, mais je n'en ai plus chez moi, et ils sont chers sur le marché. La marmite se vend à 12 gourdes. On dit qu'à la ville on n'achète plus le café, le cyclone Allen a "écrasé" mon jardin, il ne me reste pas assez de maïs pour les semences; comment veux-tu que j'en donne à ma famille" (une femme haïtienne)?

EN GUISE DE CONCLUSION

Tous — agents du développement, planificateurs, chefs d'état, chercheurs, éducateurs sanitaires, vulgarisateurs, etc. — nous sommes concernés par l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial qui assurerait plus de justice entre le nord et le sud. Mais ce développement plus juste doit être global afin que tous les acteurs sociaux, hommes et femmes, y participent.

La crise mondiale qui s'installe, accroissant la pauvreté et la misère, nous oblige à considérer les femmes, au même titre que les hommes, comme des partenaires sociales et économiques.

Les femmes qui sont de plus en plus souvent seules à assurer la survie de leurs familles doivent être aidées pour qu'elles puissent augmenter leurs revenus dans des conditions décentes de vie leur permettant ainsi de mieux élever leurs enfants. Former les femmes à des activités professionnelles rémunératrices, alléger leur fatigue et améliorer leurs conditions de vie et de travail, leur donner la possibilité de participer activement à la vie de leur communauté, telles sont les actions prioritaires à mener et à inventer.

BIBLIOGRAPHIE

AREUS J. et Van BEURDEN J. Shagrapur, Poor peasants and women in a village in Bangladesh, Third World Publications, Amsterdam, 1977.

BISILLIAT J. et FIELOUX M. Femmes du Tiers-Monde, le Sycomore, 1982.

DE CHUNGARA B., Domitila, Si on me donne la parole. La vie d'une femme de la mine bolivienne, Maspero, Paris, 1978.

BASTIDE R. La femme de couleur en Amérique latine, Anthropos, 1974.

DUMONT R. Paysans écrasés. Terres massacrées, Robert Laffont, 1978.

DUMONT R. Le travail des femmes. Salariat et travail domestiqué, Critiques de l'économie politique, oct/déc. Maspero, 1981.

LEWIS O. Trois femmes dans la révolution cubaine, Collection Témoins, Gallimard, 1977.

LOUFTI M.F. Rural women. Unequal partners in development. I.L.O., Geneva, 1980.

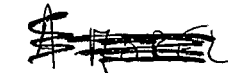
MICHEL A. Femmes et multinationales, Karthala, 1981.

Vous pouvez lire également:

Un numéro de "Jeune Afrique - Plus" sur le salaire des africaines. Septembre/octobre 1983. N° 2.

Un numéro de la revue CERES (revue de la FAO) sur les femmes rurales. Juillet/août 1983. N° 94 (Vol. 16 - n° 4).

Un numéro des Carnets de l'Enfance (Revue FISE/UNICEF) sur "condition des femmes et bien-être des enfants". 1980. N° 49/50.



1983 - N° 146

L'ENFANT EN MILIEU TROPICAL

SIX NUMEROS PAR AN

revue publiée par le

CENTRE INTERNATIONAL DE L'ENFANCE
Château de Longchamp
Bois de Boulogne
75016 Paris

Le 10 novembre 1949, à la suite de négociations entre le Conseil économique et social des Nations unies et le gouvernement français, ce dernier fondait officiellement à Paris, par décret, le Centre International de l'Enfance et le mettait à la disposition des organisations spécialisées et des services des Nations unies ainsi que des différentes institutions nationales de protection maternelle et infantile. Sa mission est de favoriser, dans les différents pays du monde, l'étude de tous les problèmes qui touchent à l'enfance, la formation et l'information du personnel s'occupant de la mère et de l'enfant :

- personnel sanitaire : médecins, infirmiers et infirmières, professionnels ou auxiliaires, sages-femmes, administrateurs de santé publique ;
- personnel social et judiciaire : travailleurs sociaux, juges d'enfants, psychologues, éducateurs spécialisés pour l'enfance inadaptée, animateurs d'organisations de jeunesse et animateurs ruraux ;
- personnel pédagogique : instituteurs, inspecteurs et professeurs des enseignements préscolaire, primaire, secondaire et technique, administrateurs scolaires ;
- urbanistes et architectes ;
- personnel responsable de la planification économique et sociale.

Le C.I.E. a pour objectifs :

- de contribuer à la formation et à l'information du personnel s'occupant de la famille et de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes que posent dans les différents pays, notamment dans ceux du Tiers monde, le développement de l'enfant et de l'adolescent, l'amélioration des conditions de vie de la famille ;
- de promouvoir et d'exécuter des recherches concernant et associant toutes les disciplines touchant à l'enfance et à la famille ;
- d'œuvrer pour l'intégration de programmes « Enfance, femmes, jeunesse » dans les plans nationaux de développement économique et social ;
- d'accueillir les individus et les groupes qui travaillent dans ce sens et de leur offrir documentation, aide et conseils techniques.